

Texte action : la solution passe par le monde du travail

Congrès du Snés Dijon à Nevers – 8 et 9 mars 2018

Les réformes néolibérales détruisent les liens dans le monde du travail. Par la financiarisation de l'économie, le démantèlement de la protection sociale, du droit du travail, elles cherchent à accroître les situations de mise en concurrence des travailleurs dans leurs entreprises, branches, dans leurs services ou dans leurs administrations. Cela exacerbe les tensions et le délitement des solidarités dans un contexte de chômage de masse, sur lesquelles le gouvernement fonde de nouvelles réformes de régressions, comme la loi « Asile » dont le congrès demande l'abandon. A cet égard, les attermolements des gouvernements de l'Union européenne sont la marque d'une irresponsabilité historique majeure. Ils s'abritent derrière une opinion publique qui serait majoritairement défavorable à l'accueil des réfugiés pour justifier l'inaction ou pire, la fermeté. Des discours xénophobes et sécuritaires prospèrent face à ce manque de courage. Quelle abjecte perversité que de désigner comme menace ces embarcations de fortune et leurs occupants tout en taisant l'horreur de leurs morts. Le congrès académique appelle la profession à faire entendre sa voix pour que vivent les solidarités internationales et que ces centaines de milliers de personnes lancées sur les chemins dangereux de l'exil et puissent se reconstruire sur des territoires de paix. Le manque de place en UPE2A renvoie trop rapidement les élèves sur la seule inclusion en classe ordinaire quand ils n'y sont pas mis directement. Les structures sont parfois trop éloignées des domiciles des familles ou des familles d'accueil pour les mineurs isolés. L'accueil doit être amélioré pour assurer une scolarité digne et suffisante pour ces enfants et ces jeunes qui ont connu un parcours difficile et traumatisant, dans le respect des conventions internationales signées par la France.

Il n'y a pas de démocratie sociale sans démocratie au travail. Il n'y a pas de plein exercice de la citoyenneté si le travailleur est dénié dans sa dimension citoyenne. La remise en cause des CHSCT, l'étatisation de l'assurance chômage, le recours aux ordonnances traduisent le même objectif de neutralisation de la possibilité d'une démocratisation du travail. Le néolibéralisme s'installe dans la société et c'est dans le monde du travail, à travers les techniques de management qu'il réalise de grandes percées. L'exercice du pouvoir par le gouvernement Macron-Philippe s'inscrit dans cette idéologie de confiscation de la dimension démocratique du travail. Récoltant les fruits des politiques précédentes, dans lesquelles ils inscrivent leur pas, qui ont fait porter sur des entreprises publiques comme la SNCF ou la fonction publique des contraintes intenable, le gouvernement pointe les dysfonctionnements en prenant à témoin l'opinion publique pour justifier les contre réformes. A l'inverse, la contestation des travailleurs dans les entreprises, les services publics, révèle une exigence de participation aux délibérations de manière autonome.

L'abandon du 2nd degré soumis à des logiques budgétaires et comptables, les réformes en cours vont transformer en profondeur le système éducatif au détriment de l'intérêt des élèves et de leurs professeurs, des personnels de vie scolaire, des CPE, des psy EN. Le management local par les autorités académiques, les chefs d'établissement, les corps d'inspection est structuré par une logique budgétaire, une logique de culpabilisation, une logique de caporalisation, une logique de dérèglementation auxquelles sont exposés nos collègues, réduisant les espaces de discussion sur le travail et bafouant leur autonomie professionnelle.

Face à toutes ces attaques et à leur cohérence, la solution passe par le monde du travail et par une réaction forte des travailleurs.euses et des retraité.es.

Dans l'immédiat, le SNES FSU et la profession doivent porter la contestation sur quatre combats majeurs :

Les suppressions de postes dans le 2nd degré vont entraîner des mesures de carte scolaire, une augmentation des compléments de service, une augmentation des effectifs dans les classes. Les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels seront plus mauvaises à la rentrée prochaine. L'autonomie de façade, sans arrêt mise en avant fera encore endosser aux équipes la responsabilité des suppressions de postes et des dégradations de leurs conditions

de travail. En 10 ans, dans notre académie, cela a surtout réussi à l'enseignement privé ! C'est scandaleux ! Le congrès réaffirme son soutien aux établissements mobilisés, et vise à articuler les luttes locales avec la revendication globale de solidarités entre établissements, dénonçant le budget insuffisant pour l'éducation

La sélection à l'université : au lieu de se satisfaire de l'essor des aspirations scolaires, le gouvernement choisit de sacrifier une classe d'âge et de répondre à la massification de l'enseignement supérieur par un barrage qui favorisera les phénomènes d'autocensure, pénalisera les jeunes issus des milieux populaires puisque le niveau scolaire ne suffira plus à l'obtention d'une place dans une formation demandée et augmentera encore le poids des formations privées à but lucratif.

La réforme du Bac et du lycée : s'il n'est plus reconnu comme le premier grade universitaire, s'il n'est plus organisé autour d'épreuves terminales anonymes nationales sur un spectre large d'épreuves, le BAC est vidé de sa portée et de son rôle reconnu d'outils pour la démocratisation de l'accès aux études supérieures. Avec cette réforme, ce n'est plus l'obtention du Bac qui fait la valeur de l'élève, c'est d'où il vient. Les choix demandés à un lycéen de 15 ans pour le choix de son parcours avec les différentes spécialités est inatteignable à cet âge puisqu'il faut le lier avec les « attendus » ersatz de sélection dont le gouvernement ne veut pas dire le nom.

Les attaques contre les fonctionnaires et les services publics : Nourrir la défiance contre les services publics et leurs agents, telle est la stratégie gouvernementale. A l'appui de celle-ci, les mesures touchant à notre porte-monnaie se multiplient : l'augmentation de la CSG, la double peine du jour de carence, le gel du point d'indice, l'augmentation des retenues pour pensions. Se débarrasser des fonctionnaires est l'objectif avoué du gouvernement qui s'attaque au statut et souhaite le développement de la précarité avec le recours plus massif encore aux contractuels. En remettant en cause la notion de service public, c'est la démocratie sociale qui est menacée et cela concerne tous les citoyens exerçant dans les secteurs privé ou public.

Le congrès académique apporte son soutien aux établissements en lutte et appelle

- toutes et tous en grève le 22 mars à l'appel de l'intersyndicale pour la revalorisation salariale, la défense du service public et du statut de la fonction publique
- à la mobilisation des retraités le 15 mars
- à mener la bataille contre les suppressions de moyens ou de postes dans les établissements
- à ne pas barrer l'accès à l'université avec les fiches « avenir » et Parcoursup
- à s'engager dans une campagne d'opinion (conférence de presse, lettre ouverte, campagne en direction des parents d'élèves), à tenir des heures mensuelles d'information syndicale pour obtenir le retrait de la réforme du BAC et du lycée, pour défendre le BAC comme premier grade universitaire avec maintien des épreuves terminales anonymes
- à développer les convergences avec les organisations étudiantes et lycéennes

A plus long terme, réaliser cette perspective démocratique du travail impose de renforcer les sections d'établissement. Il faut développer la rencontre entre des luttes locales plus nombreuses et des revendications globales et nationales pour construire un mouvement social global démocratique, porteur d'espoirs et de progrès social.